

Réponse de COLT Télécommunications France
à la consultation ART sur la terminaison mobile

1. Commentaires généraux

Q1.1 Avez-vous des commentaires généraux sur le document ?

COLT félicite l'Autorité de lancer cette consultation en avance par rapport à l'adoption de la loi et des décrets de retranscription du Paquet télécom. Toutefois, COLT émet les remarques suivantes.

Dans cette consultation, la quantification des distorsions constatées se limite à leur dimension unitaire (prix unitaires, coûts unitaires) des transactions relatives aux marchés de gros et de détail du fixe vers mobile. L'effet volume n'est pas abordé. L'effet quantifié cumulatif des distorsions au cours du temps ne l'est pas non plus. COLT & Cable & Wireless, en demandant au CERNA, à l'Université de Warwick et à WIK¹, d'étudier cette dimension "volume" de ces distorsions, avaient tenté d'attirer l'attention de l'Autorité sur cette dimension. COLT ne la retrouve pas dans le document de consultation.

L'impact des mesures proposées sur l'équilibre financier des trois types d'acteurs concernés (opérateurs mobiles, opérateur fixe historique, opérateurs fixes alternatifs) n'est par conséquent pas correctement évalué.

L'étude du CERNA avait également le mérite de montrer que l'impact d'un "remède" ne peut être évalué indépendamment des autres remèdes mis en œuvre simultanément. L'ensemble des commentaires de COLT sur les obligations à imposer aux opérateurs puissants est fondé sur cette observation.

2. Commentaires sur l'introduction (chapitre 2)

Q2.1 Avez-vous des commentaires sur l'introduction ?

COLT partage le point de vue de l'Autorité exposé au chapitre 2.

¹ 'How mobile termination charges shape the dynamics of the telecom sector', CERNA, 2003. Etude annexée à la présente réponse.

3. Commentaires sur la définition des marchés (chapitre 3)

Q3.1 Avez-vous des commentaires sur la définition des marchés ?

COLT partage le point de vue de l'Autorité exposé au chapitre 3. Toutefois, en section 3.2.2, COLT se pose la question de savoir comment l'Autorité compte traiter les offres de transit national vers un opérateur mobile (tel que l'offrent France Télécom ou Cegetel). Ces offres font-elles partie du marché pertinent de la terminaison d'appel mobile (marché 16) ou du marché de transit (marché 10), sachant que le marché 10 semble être lié au réseau fixe ?

En section 3.2.2.3, COLT s'étonne que l'Autorité ne reconnaisse pas l'importance du « *Bill & Keep* », dans le développement des hérissons, en tant que facteur renforçant l'impact du fait que le tarif d'interconnexion officiel soit supérieur au prix de détail.

Dans cette même section, au troisième alinéa de la page 30, l'Autorité écrit : « *si les hérissons constituent, comme l'ont relevé certains opérateurs, une solution techniquement et économiquement inefficaces d'acheminement du trafic, en utilisant plus de ressources radio que nécessaire, ils correspondent néanmoins à une réponse du secteur à un déséquilibre tarifaire entre prix de gros et prix de détail, qu'il convient de traiter en priorité.* ». COLT demande à l'Autorité ce qu'il convient, selon elle de traiter en priorité : s'agit-il du déséquilibre tarifaire ou de la réponse du secteur ? Pour quelle raison y aurait-il une différence d'urgence à traiter ces deux points ?

Comme l'a montré l'étude du Cerna, de l'Université de Warwick et de WIK, la tarification au-dessus des coûts de la terminaison mobile a effectué en France une ponction sur le secteur de la téléphonie fixe au profit du secteur de la téléphonie mobile de l'ordre d'un milliard d'euros par an depuis 1998. Au fur et à mesure que la ponction unitaire a baissé, le nombre de minutes fixes vers mobiles a augmenté, de sorte que le produit est resté constant, aboutissant aujourd'hui à un marché de 12 milliards de minutes fixes vers mobiles par an auquel s'applique une tarification de 8 centimes d'euro par minute au-dessus des coûts (avant prise en compte du phénomène des hérissons).

Parallèlement le phénomène des hérissons concerne environ 20% de la terminaison mobile, (réduisant donc le transfert à zéro pour les minutes concernées, peut-on dire pour simplifier), ce qui réduit le transfert global à environ 800 millions d'euros par an.

Quel est le phénomène auquel il est le plus urgent de mettre fin : une ponction annuelle d'un milliard d'euros sur le secteur des télécommunications fixes au profit du secteur des télécommunications mobiles, ou une diminution d'une telle ponction de 200 millions d'euros par an ? La sagesse selon COLT consisterait à maintenir les équilibres du secteur en résorbant de manière parallèle ces deux distorsions, sans priorité de résorption de l'une par rapport à l'autre.

Au dernier alinéa de la page 31 de sa consultation, l'Autorité estime que la sortie du « *Bill & Keep* » mettra fin au phénomène des hérissons *off-net*. COLT partage ce point de vue, mais va plus loin : une telle sortie mettrait également fin au phénomène des hérissons *on-net*. En effet, les opérateurs mobiles gérant des hérissons *on-net* seraient

en situation d'y mettre fin à tout moment, de manière unilatérale, comme cela a été observé dans d'autres Etats membres de l'Union européenne.

4. **Commentaires sur la puissance de marché (chapitre 4)**

Q4.1 Avez-vous des commentaires généraux sur la puissance de marchés ?

COLT partage le point de vue de l'Autorité exposé au chapitre 4.

Q4.2 Avez-vous des commentaires la puissance de marchés des opérateurs de métropole ?

Les commentaires généraux sur les obligations exprimés par COLT portent sur les opérateurs de métropole.

Q4.3 Avez-vous des commentaires la puissance de marchés des opérateurs d'outre-mer?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

5. **Commentaires sur les obligations (chapitre 5)**

Q5.1 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations?

Les commentaires généraux sur les obligations exprimés par COLT portent sur les opérateurs de métropole. COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.2.1 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2)?

COLT partage globalement le point de vue de l'Autorité exposé au chapitre 5. Toutefois l'étude du CERNA, de l'Université de Warwick et de WIK avait également le mérite de montrer que l'impact d'un "remède" ne peut être évalué indépendamment des autres remèdes mis en œuvre simultanément. Si le cocktail de mesures préconisé par l'Autorité ne pose pas que questions particulières à COLT en termes de principes, en revanche les différences de calendrier (2004 ou 2007) entre les différentes mesures proposées nous paraissent problématiques. En vertu de quel principe y a-t-il une plus grande urgence à mettre fin au "Bill & Keep" qu'à atteindre un niveau orienté vers les coûts de la terminaison d'appel ? L'Autorité ne semble pas avoir évalué l'impact de cette différence de calendrier sur l'équilibre économique des acteurs entre 2004 et 2007.

Q5.2.2 Avez-vous des commentaires sur les prestations d'interconnexion et d'accès susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2.2)?

COLT est d'accord sur l'analyse de l'Autorité en la matière. La perspective d'une offre d'interconnexion dépendant de la distance (exprimée en terme de zones) entre le point d'interconnexion et l'appelé est une perspective intéressante à terme, mais non dans l'immédiat (2005).

En revanche les prestations d'accès aux sites des opérateurs mobiles à fin d'interconnexion avec leurs réseaux devraient prévoir la possibilité d'utiliser des liaisons radio fixes.

Q5.2.3 Avez-vous des commentaires sur la publication d'une offre de référence susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole (partie 5.2.3)?

L'offre de référence devrait prévoir une capacité d'interconnexion éventuellement inférieure à un BPN (par exemple par paliers de 10 canaux voix).

L'Autorité propose trois options de tarification de la terminaison mobile :

	Dépendant de la distance (exprimée en termes de zones) entre l'appelant et le point d'interconnexion	Dépendant de la distance (exprimée en termes de zones) entre le point d'interconnexion et l'appelé
Option 1A	Non	Non
Option 1B	Oui	Non
Option 1C	Oui ou Non	Non

En l'état de ses volumes de trafic à terminer sur les réseaux mobiles français, COLT est favorable à l'option 1C.

Q5.2.4 Avez-vous des commentaires sur les autres obligations liées à la transparence susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2.4)?

COLT est d'accord avec ce que propose à ce sujet l'Autorité.

Q5.2.5 Avez-vous des commentaires sur l'obligation de non-discrimination susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole (partie 5.2.5)?

En section 5.2.1, au troisième alinéa, l'Autorité écrit : « *Seule la non-discrimination, assortie de la publication d'information pertinente, peut empêcher les opérateurs mobiles de proposer des offres discriminatoires à certains de leurs clients préférentiels* ». COLT souscrit à ce propos, mais voudrait rappeler qu'aucun des principes sur lesquels sont bâtis les obligations auxquelles seront soumis les opérateurs puissants n'est destiné à être appliqué de manière absolue. De même que la liberté de chacun s'arrête là où commence celle des autres, le caractère absolu d'une obligation doit s'arrêter là où une l'obligation devient contraire à son but premier, où là où elle vient à contredire une autre obligation.

En l'occurrence oui le *Bill & Keep* constitue à première vue une discrimination contre les opérateurs fixes au profit des opérateurs mobiles. 16 milliards de minutes sont échangées

annuellement entre les différents réseaux mobiles français à un tarif de terminaison d'appel nul, alors que les opérateurs fixes sont censés payer une moyenne de 16 centimes d'euros pour un tel service, soit un total de 2,5 milliards d'euros qui échappent à toute facturation. Cela dit l'impact réel sur les comptes des trois opérateurs mobiles ne porte que sur l'excédent ou le déficit de trafic qu'ils ont chacun à l'égard de leurs deux concurrents. De tels excédents ou déficits ne devraient en toute logique porter que sur quelques pourcents du montant global de tels échanges. Un déséquilibre de 5% (hypothèse haute) porterait donc (pour l'ensemble du secteur) sur 125 M€. Un déséquilibre de 1% (hypothèse basse) ne constituerait au total qu'une distorsion de 25 M€.

De plus il pourrait être argué que les hérissons constituent une discrimination positive à l'égard des opérateurs alternatifs au détriment de France Télécom, dans la mesure où France Télécom n'a pas recours à cette méthode d'interconnexion. A cela COLT répond que la distorsion majeure que constitue la facturation de la terminaison d'appel mobile au dessus des coûts a été mise en place au début des années 90 avec le concours actif de France Télécom, qui a délibérément choisi un système dans lequel la maison mère, opérateur fixe, subventionne délibérément non seulement sa filiale France Télécom Mobiles, mais aussi les concurrents de cette dernière, au prorata de leurs parts de marché respectives. En conséquence, France Télécom n'est pas en position de se plaindre d'une discrimination à son égard quand ses concurrents, par le système des hérissons, s'affranchissent en partie d'une ponction qu'elle a délibérément contribué à mettre en place au détriment du *cash flow* des opérateurs fixes.

Enfin si le principe de non-discrimination est correctement décrit en page 70 para 5.2.5 2ème alinéa de la consultation, l'impact d'une telle obligation en 2005 irait bien au-delà du *Bill & Keep* : en effet, si l'on dit qu'un appel mobile-mobile se compose d'une « origine d'appel » (c'est-à-dire d'une première boucle radio, d'une transmission et d'une commutation), d'une fonction de localisation (accès aux bases HLR/VLR) et d'une terminaison d'appel localisé (deuxième boucle radio, commutation et transmission), on peut dire que la terminaison d'appel se compose des deux derniers éléments. On peut estimer que sur un coût de terminaison d'appel de 100, l'origine et la terminaison localisée coûtent chacune 45 et la localisation 10. Dans ce cas, la non-discrimination doit conduire à ce que la terminaison d'appel ne coûte pas plus de 55% du prix de détail le plus bas, c'est-à-dire de celui qui est fait au client le plus favorisé (grand utilisateur final, distributeur, MVNO...). Est-ce vraiment cela que veut l'Autorité en instituant pour 2005 une obligation de non-discrimination visiblement centrée sur l'intention de mettre fin au "*Bill & Keep*" ?

Q5.2.6 Avez-vous des commentaires sur le contrôle des prix susceptible d'être imposé aux opérateurs de métropole (partie 5.2.6)?

En cohérence avec le fait de recommander l'option 1C (voir section 5.2.3 ci-dessus), COLT place sa réponse dans le contexte de l'option 2C proposée par l'Autorité. COLT est d'accord avec la proposition de l'Autorité avec une préférence sur l'unicité du panier de tarifs représentatifs des prestations et d'une statistique d'appels.

Q5.2.7 Avez-vous des commentaires sur les obligations comptables susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2.7)?

COLT est d'accord avec la proposition de l'Autorité en la matière.

Q5.3.1 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3)?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.3.2 Avez-vous des commentaires sur les prestations d'interconnexion et d'accès susceptibles d'être imposées aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3.1)?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.3.3 Avez-vous des commentaires sur la publication d'une offre de référence susceptible d'être imposée aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3.2)?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.3.4 Avez-vous des commentaires sur les autres obligations liées à la transparence susceptibles d'être imposées aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3.3)?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.3.5 Avez-vous des commentaires sur l'obligation de non-discrimination susceptible d'être imposée aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3.4)?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.3.6 Avez-vous des commentaires sur le contrôle des prix susceptible d'être imposé aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3.5)?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.3.7 Avez-vous des commentaires sur les obligations comptables susceptibles d'être imposées aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3.6)?

COLT, qui n'est pas présent en France d'outremer, ne s'exprime pas sur les obligations à imposer aux opérateurs mobiles d'outremer.

Q5.4 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d’être imposées aux autres opérateurs puissants (partie 5.4)?

En donnant 8 ans (1999 à 2007) aux opérateurs mobiles puissants pour se conformer à l'obligation d'orientation vers les coûts de leur terminaison d'appel, en tolérant simultanément "*Bill & Keep*" et hérissons, l'Autorité a donné au secteur les signaux sur lesquels s'est bâtie l'économie du secteur au cours de l'ensemble de cette phase de transition. Aujourd'hui l'Autorité est à la croisée des chemins:

- soit elle reconduit jusqu'en 2007 la politique industrielle qui a été celle de la France depuis 1991, avec l'ensemble du dispositif de remèdes et de tolérances que l’Autorité a mis en place ou accepté entre 1999 et 2004 (*glide path* régulier jusqu’au point d’équilibre du prix de la terminaison d’appel et maintien du *bill& keep* jusqu’en 2007), ce que COLT est prêt à accepter, y compris dans ses conséquences que représente le transfert majeur de valeur des opérateurs fixes vers les opérateurs mobiles, que constitue la facturation au-dessus des coûts de la terminaison mobile de 1999 à 2007,
- soit l'Autorité est amenée à modifier cet équilibre (ce que COLT ne souhaite pas) et COLT demanderait dans ce cas à voir réévalué l’ensemble du dossier sous les angles suivants : a) une réelle orientation vers les coûts, b) sans *glide path*, c) une réelle supervision du respect du principe de non-discrimination dans toutes ses dimensions, avec maintien de la légalité des hérissons comme amortisseur, d) une compensation pour le passé.

6. Commentaires sur les annexes

Q6 Avez-vous des commentaires sur le contenu des annexes ?

COLT n’a pas de commentaire à faire sur le contenu des annexes, à l’exception du fait que l’annexe H est remarquablement peu développée, alors que cette annexe décrit les conséquences de choix de politique industrielle faits au moment de l’entrée en service du GSM au début des années 1990, choix qui n’ont jamais été démentis par la suite. COLT renvoie à l’étude du Cerna, de l’université de Warwick et de WIK pour de plus amples commentaires sur cette question.

Annexe: How mobile termination charges shape the dynamics of the telecom sector’,
CERNA, Université de Warwick, WIK, 2003.